



Le gouvernement à travers son ministre des relations extérieures a présenté ce qu'il décrit comme un rapport détaillé sur la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Le ministre des Relations extérieures, Lejeune Mbella Mbella, a déclaré lundi que le gouvernement du Cameroun avait toujours le contrôle total de la situation dans les deux régions en crise.

Il a souligné le grand professionnalisme des soldats camerounais dans l'exercice de leurs fonctions dans ces deux régions. Les cas présumés de violation des droits dans les régions anglophones font l'objet d'investigations sérieuses et ceux qui sont en détention seront punis s'ils sont reconnus coupables, a déclaré Lejeune Mbella Mbella.

Il a déclaré que la création du Comité du désarmement était l'une des principales mesures prises par le gouvernement pour résoudre la crise.

Il a ajouté que la création de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, ainsi que la décision de libérer 289 personnes détenues en lien avec la crise, constituaient une étape majeure prise par le gouvernement pour résoudre la crise.

L'admission du Cameroun au Conseil des droits de l'homme a suscité un débat dans divers milieux au moment où le pays fait face à de vives critiques quant à sa gestion de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays.

Plusieurs rapports faisant état de violations des droits humains commises par des soldats camerounais dans les deux régions ont récemment contraint les États-Unis d'Amérique à réduire leur aide militaire au pays. De son côté, l'Amnesty International a appelé d'autres partenaires à rompre les liens avec ce pays d'Afrique centrale.